



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/SR.8  
22 mars 2004

Original: FRANÇAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Soixantième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 17 mars 2004, à 15 heures

Président: M. SMITH (Australie)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE M. DANIEL K. KWELAGOBÉ, MINISTRE DES AFFAIRES  
PRÉSIDENTIELLES ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU BOTSWANA

DÉCLARATION DE M<sup>me</sup> EDDA MUKABAGWIZA, MINISTRE DE LA JUSTICE  
DU RWANDA

DÉCLARATION DE M. CYRIL SVOBODA, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

DÉCLARATION DE M. JAKOB KELLENBERGER, PRÉSIDENT DU COMITÉ  
INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

DÉCLARATION DE M. GUSTAVO BELIZ, MINISTRE DE LA JUSTICE, DE LA  
SÉCURITÉ ET DES DROITS DE L'HOMME DE L'ARGENTINE

DÉCLARATION DE M. BAMBA MAMADOU, SECRÉTAIRE D'ÉTAT, MINISTRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CÔTE D'IVOIRE

DÉCLARATION DE M. DAO VIET TRUNG, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU VIET NAM

DÉCLARATION DE M. ERKKI TUOMIOJA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE LA FINLANDE

DÉCLARATION DE M. JOSÉ RAMOS-HORTA, MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DU TIMOR-LESTE

DÉCLARATION DE M. JAKUB WOLSKI, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

*La séance est ouverte à 15 heures.*

DÉCLARATION DE M. DANIEL K. KWELAGOBÉ, MINISTRE DES AFFAIRES PRÉSIDENTIELLES ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU BOTSWANA

1. M. KWELAGOBÉ (Botswana) exprime sa tristesse suite au décès du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, M. Sergio Vieira de Mello, lors de l'attentat perpétré contre l'ONU en Iraq il y a sept mois. Il est triste et quelque peu ironique qu'un homme doté de cette stature internationale, qui avait consacré sa vie à la défense des droits de l'homme, à la paix et à la sécurité dans le monde, perde la vie d'une manière si tragique et si violente en faisant ce qu'il aimait vraiment. La meilleure façon d'honorer sa mémoire est de suivre ses pas. La délégation du Botswana adresse également ses condoléances au Gouvernement et au peuple espagnols après les attentats commis la semaine précédente à Madrid. Il faut condamner sans réserve les actes de terrorisme, chaque fois et où qu'ils se produisent. Les Africains ont encore en mémoire les attentats de 1998 commis à Nairobi et à Dar-es-Salaam, et celui, plus récent de Mombasa, encore plus lourd de conséquences sur le plan humain et matériel.

2. La Commission des droits de l'homme demeure l'un des organes les plus importants créés par la Charte des Nations Unies. Elle joue un rôle central de surveillance s'agissant du respect des droits de l'homme ainsi que des valeurs et des règles universelles. Si la délégation du Botswana croit en la Commission et en sa mission originelle, elle estime néanmoins que les méthodes de travail de la Commission, comme celles de ses organes subsidiaires, pourraient être améliorées. Elle respecte les mandats et le dévouement des rapporteurs spéciaux, mais elle émet quelques réserves quant à leur mode de fonctionnement. Les États ne doivent pas avoir à prouver leur innocence ou leur crédibilité face à des rapports dont les sources ne peuvent être révélées et, quand des violations des droits de l'homme sont alléguées, ils doivent avoir toute latitude pour enquêter afin de répondre en détail et de la façon qu'il convient.

3. Le Gouvernement du Botswana attache une grande importance à l'élaboration de rapports et aux autres obligations qui découlent des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le pays est partie. Il achève actuellement son rapport au Comité des droits de l'homme, qu'il présentera prochainement. Il élabore également sa réponse au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, que ce dernier attend pour mars 2005.

4. Le Botswana rejette la discrimination raciale. La déclaration des droits qui figure dans sa Constitution et dans son Code pénal ne se contente pas d'interdire la discrimination raciale mais en fait un crime puni par la loi. La Constitution garantit la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Le pays peut se targuer de n'avoir compté aucun prisonnier politique ni aucun réfugié politique pendant ses 38 ans d'indépendance. Le Botswana continue à accueillir des réfugiés politiques en provenance d'Afrique et d'ailleurs. Lors de sa récente visite au siège de l'Union africaine, le Président Mogae a demandé à cette instance de s'attaquer prioritairement au problème des réfugiés et des personnes déplacées. Au Botswana, il est normal pour les membres de la société civile d'évoquer les problèmes nationaux dans divers forums, y compris de témoigner devant les comités de la Commission des droits de l'homme, preuve s'il en est qu'on y respecte la liberté d'association et d'expression.

5. Le 21 mars prochain, le Président de la République du Botswana, M. Festus Mogae, lancera le Forum mondial de la société civile sur le thème «Agir ensemble pour un monde plus

juste», qui devrait rassembler plus de 300 délégués du monde entier. On y abordera différents sujets dont les droits de l'homme et les questions humanitaires.

6. Depuis la Conférence de Beijing de 1995, le Botswana a continué à appliquer son Plan d'action national en faveur de l'égalité des sexes, dont les objectifs principaux sont le droit des filles à l'éducation et à la santé ainsi que la participation des femmes à tous les secteurs de l'économie et à la prise de décisions. Par ailleurs, les actions entreprises pour combattre le VIH/sida, les services d'assistance en cas de viol et l'éducation familiale visent particulièrement les femmes et les filles.

7. Le Botswana demeure totalement engagé dans la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales, comme l'exige sa Constitution. L'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, comme le sont d'autres organes tels que le Bureau du médiateur, prouve combien le Gouvernement tient à maintenir un système de traitement des plaintes qui soit crédible et indépendant. Les particuliers s'estimant lésés peuvent s'adresser aux tribunaux, aux représentants élus, ainsi qu'à des institutions qui ont fait leurs preuves comme les tribunaux régis par le droit coutumier. D'autres institutions visent à renforcer les principes de bonne gouvernance, de transparence et de responsabilité; ce sont la Commission électorale indépendante, la Direction de la lutte contre la corruption et les délits économiques et les services du Vérificateur général des comptes et du Parlement.

8. Confiant dans la vitalité de la Commission des droits de l'homme en tant qu'instrument de défense de la démocratie, des droits de l'homme et de la légalité, le Botswana souhaite que celle-ci ne cesse de se renforcer.

#### DÉCLARATION DE M<sup>me</sup> EDDA MUKABAGWIZA, MINISTRE DE LA JUSTICE DU RWANDA

9. M<sup>me</sup> MUKABAGWIZA (Observatrice du Rwanda) dit que 2004 marque le dixième anniversaire du génocide au Rwanda. L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 7 avril 2004 «Journée internationale de réflexion sur le génocide perpétré au Rwanda en 1994». À la présente session de la Commission des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Mukabagwiza invite tous les États membres à mener avec le Rwanda une réflexion profonde sur quatre questions fondamentales.

10. Tout d'abord, la question de la volonté politique. Les États et la communauté internationale interviendraient-ils aujourd'hui pour prévenir et arrêter un génocide tel que celui qu'a connu le Rwanda en 1994 ? En 1999, la Commission indépendante des Nations Unies concluait que, face à la situation du Rwanda, il existait une obligation de protection que personne n'a remplie et que cet échec était dû essentiellement à l'absence de volonté politique des États membres. Face à ce constat, se pose alors la question des priorités et surtout de la mission principale de la Commission des droits de l'homme: protéger les droits de l'homme où que ce soit dans le monde. Dans son allocution au Forum international de Stockholm, le 26 janvier 2004, le Secrétaire général de l'ONU a dénoncé l'absence de volonté de la communauté internationale pour empêcher les événements révoltants qui ont eu lieu au Rwanda et a souhaité ardemment voir le monde réagir à temps et efficacement si une telle situation se représentait. Cette incapacité à protéger l'humanité et la dignité humaine par absence de volonté politique est la négation même de la raison d'être de la Commission des droits de l'homme.

11. Le deuxième thème de réflexion est la justice face au génocide. Le Rwanda salue la nomination, à la fin de l'année précédente, d'un procureur à temps plein au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), ce qui devrait améliorer les performances de cette instance. L'intervenante rappelle que, 10 ans après les événements, la plupart des planificateurs du génocide bénéficient de l'asile dans plusieurs pays occidentaux et africains membres de la Commission, échappant ainsi à la justice. Elle en appelle à ces États pour qu'ils coopèrent activement avec son pays et avec le TPIR dans la lutte contre l'impunité, car l'impunité contient les germes du crime de génocide. En ce qui concerne la justice nationale, les juridictions «gacaca» mises en place depuis 2002 permettent une justice plus équitable à laquelle les instances ordinaires ne pouvaient pas faire face dans une situation post-génocide. Ces juridictions participent à l'établissement de la vérité tout en contribuant à cimenter l'unité et la réconciliation nationales. Cette année, elles seront étendues à tout le territoire rwandais. Il faudrait que la communauté internationale soutienne ce processus vital.

12. En troisième lieu, la réflexion doit concerner la façon d'agir face aux conséquences du génocide. La responsabilité de la reconstruction n'incombe pas au Rwanda seul mais à tous les États. Pour sa part, le pays a réussi, ces dernières années, à ramener la paix et la sécurité, à rétablir toutes les institutions garantes de la bonne gouvernance, à mettre en œuvre un programme politique basé sur l'unité et la réconciliation de toutes les composantes du peuple rwandais, fondement de la démocratie et du développement, et ce dans le respect des droits de l'homme longtemps bafoués et niés. Le Rwanda remercie tous les États qui lui ont apporté un soutien mais les efforts demeurent malgré tout insuffisants. En dépit des 5 % du budget national consacrés à un fonds d'assistance aux victimes et rescapés du génocide, l'énormité des conséquences est telle que la plupart des Rwandais ne vivent pas encore aujourd'hui dans des conditions dignes qui leur permettraient de retrouver leur humanité. Parmi les groupes particulièrement vulnérables se trouvent les femmes et les filles victimes de viols systématiques, dont certaines ont été infectées par le VIH/sida. Pour toutes ces femmes qui continuent à mourir des conséquences de ces violences extrêmes, le génocide n'a pas encore pris fin. Il faut donc se mobiliser et faire preuve de solidarité à l'égard des victimes et des rescapés. C'est dans ce sens que va l'excellente initiative de lutte contre la violence à l'égard des femmes que vient de lancer la Ministre des affaires étrangères de la Suisse et à laquelle l'intervenante s'est jointe.

13. Enfin, il faut s'interroger sur les responsabilités en matière de prévention. Pour le peuple rwandais et tous ceux qui combattent l'idéologie génocidaire, l'année 2004 est l'occasion de faire le bilan des responsabilités dans la planification et l'exécution du génocide. Les personnes les plus lourdement impliquées nient toujours leur participation. Ce refus de la vérité pousse au révisionnisme pour ne pas faire face aux conséquences du génocide. Le Rwanda appelle la communauté internationale à se joindre au peuple rwandais dans sa condamnation énergique de toutes les manifestations et campagnes révisionnistes du génocide de 1994.

14. L'année 2003 a marqué la fin de la transition politique commencée en juillet 1994. Par voie de référendum à scrutin direct, le peuple rwandais s'est doté d'une nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 4 juin 2003. Ce texte des plus progressistes accorde une large place aux droits de la personne. À travers cette Constitution, le peuple rwandais réaffirme son attachement aux droits de la personne humaine tels qu'ils sont définis notamment dans la Charte des Nations Unies et d'autres instruments internationaux ratifiés par le Rwanda. Le 25 août 2003, le pays a procédé, dans le calme et la sérénité, à la première élection au suffrage universel d'un Président de la République, en la personne de M. Paul Kagame. Pour ce dernier,

la vraie démocratie découle du respect du choix exprimé par le peuple souverain. Les élections présidentielles ont été suivies, du 29 septembre au 2 octobre 2003, par les élections législatives, d'où est issu un parlement bicaméral où les femmes, comme dans toutes les instances nationales de prise de décisions, occupent près de 50 % des sièges. Les parlementaires proviennent de diverses formations politiques légales.

15. Le gouvernement mis en place comprend un Secrétariat d'État chargé de la bonne gouvernance, qui agit selon le principe de la décentralisation. L'expérience rwandaise démontre qu'il est possible d'intégrer et d'appliquer efficacement les décisions et les dispositions prises à partir des unités administratives de base. Le Rwanda aura complètement atteint son objectif lorsque tout responsable sera en mesure de comprendre qu'il est au service du peuple et non l'inverse. Un des mécanismes mis en place pour protéger l'État et les particuliers contre les grands maux de la société que sont la corruption, la discrimination et la mauvaise gestion des biens publics, a notamment été la création de l'office de l'Ombudsman. Résolu à édifier un État de droit fondé sur le respect des libertés et des droits fondamentaux de la personne, ainsi que sur la tolérance et le règlement des problèmes par le dialogue, le Rwanda s'est engagé à poursuivre ses efforts pour promouvoir les droits de la personne et plus particulièrement ceux des groupes les plus vulnérables. Le Gouvernement a bien compris qu'une justice saine, c'est-à-dire rapide, impartiale, efficace et accessible à tous constitue la principale protection des libertés et des droits fondamentaux. C'est dans cette optique qu'a été lancée une réforme profonde du système judiciaire. D'ici le mois de mai 2004, celle-ci devrait concerner les tribunaux et les cours de justice, la plupart des magistrats, sans oublier le ministère public, le statut des personnels judiciaires et les textes de lois.

16. Pour atteindre ses objectifs en matière de respect et de promotion des droits de l'homme et, concrètement, pour éradiquer toutes les formes de division au sein du pays, le Rwanda n'a pas eu d'autre choix que d'entamer les réformes nécessaires. La sensibilisation de la population, la formation des agents publics et privés, l'éducation des responsables des instances administratives et judiciaires et surtout la création de cadres de concertation, de réflexion et d'auto-évaluation pour les hauts dirigeants du pays, sont autant de mécanismes qui ont déjà donné de bons résultats. Il faudrait toutefois que la communauté internationale en général, et les Nations Unies en particulier, gardent à l'esprit que rien ne doit être négligé pour aider le Rwanda à rétablir son équilibre social et économique, à retrouver toute sa place parmi les nations, à sauvegarder la paix, l'unité et la réconciliation nationales et à améliorer le rythme de sa croissance économique. Une paix durable est à ce prix.

#### DÉCLARATION DE M. CYRIL SVOBODA, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

17. M. SVOBODA (République tchèque), exprime d'abord la sympathie du peuple tchèque au peuple espagnol à l'occasion des attentats de Madrid, qui ont montré une fois de plus le mépris pour la vie et la dignité humaines dont font preuve les auteurs de ces actes barbares. Il espère que la présente session de la Commission des droits de l'homme contribuera à promouvoir et à renforcer la protection de ces droits partout dans le monde.

18. Pour que cette protection universelle atteigne un haut niveau, il faut que tous les pays lui accordent le même degré de priorité qu'aux intérêts économiques et que les organisations internationales mettent en œuvre des mécanismes efficaces. Si l'on veut que le XXI<sup>e</sup> siècle soit

plus humain que le précédent, qui a été le plus effroyable de l'histoire de l'humanité, il faut que les pays, dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme, souvent rendu difficile du fait de circonstances extérieures, attachent la même signification aux termes employés et puissent non seulement faire entendre leur point de vue mais aussi écouter celui des autres, afin d'essayer de le comprendre et de l'accepter. Considérant que la diversité culturelle est compatible avec le caractère universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la République tchèque s'efforce de respecter la première tout en promouvant le second et cherche à établir un équilibre entre deux types de droits qu'elle juge indivisibles: les droits civils et politiques, d'une part, et les droits sociaux et culturels de l'autre. Dans ce contexte, M. Svoboda exprime la préoccupation de son pays, au sujet de la situation des droits de l'homme à Cuba et au Myanmar.

19. Rappelant le rôle irremplaçable de la Commission dans la protection des droits de l'homme, l'intervenant fait observer que la Commission ne pourra continuer de jouer ce rôle que si elle coopère suffisamment avec les mécanismes régionaux œuvrant à leur protection, ce qui n'est pas encore le cas. Il faudrait également que la Commission, reconnaissant que certains organes sont mieux à même qu'elle de protéger certains droits, revoie ses priorités en conséquence. Il faudrait aussi, pour assurer le bon fonctionnement des mécanismes de protection des droits de l'homme, que ceux-ci établissent entre eux des liens étroits, qu'ils échangent régulièrement des informations avec les équipes de pays et d'autres organes des Nations Unies et que les mécanismes de défense des droits de l'homme de la Commission conjuguent leurs efforts avec ceux des organes conventionnels. Il serait également judicieux de renforcer les échanges de données et d'observations, ce qui contribuerait à éliminer le chevauchement de mandats.

20. Les systèmes nationaux de protection sont essentiels à la réalisation des objectifs en matière de défense des droits de l'homme. Les États qui protègent les intérêts des individus placés sous leur juridiction sont les plus qualifiés pour encourager l'adoption d'instruments et l'établissement de mécanismes internationaux en la matière. Le relais entre mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme est assuré, entre autres, par le système de procédures spéciales que la République tchèque s'efforcera de renforcer en élargissant la portée générale de la résolution qu'elle présente traditionnellement sur les droits de l'homme et les procédures spéciales.

21. Il convient également d'examiner la proposition de feu le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, M. Vieira de Mello, appuyée par le Secrétaire général de l'ONU, d'établir des directives touchant le comportement des États candidats à la Commission. Par ailleurs, lorsque des décisions sont prises en matière de fourniture de services consultatifs ou d'assistance technique à un pays, il doit être tenu compte des informations dont on dispose sur la situation des droits de l'homme dans ce pays.

22. À cet égard, M. Svoboda s'interroge sur la confiance qu'il convient d'accorder à des États qui, lorsqu'ils votent, ne prennent pas position sur un point particulier, si important soit-il pour les droits de l'homme, mais s'alignent sur des pays avec lesquels ils ont en commun des intérêts qui sont souvent d'une tout autre nature. Si le caractère politique de la Commission est évident, il ne faut pas laisser cet aspect l'emporter sur la protection des droits de l'homme. La Commission ne peut être efficace que si elle bénéficie de la coopération sincère des États.

23. M. Svoboda se félicite de l'attention spéciale accordée lors de la présente session aux droits de la femme, ce qui est pleinement conforme à la position défendue par son pays.

La République tchèque est en effet attachée à faire évoluer les mentalités. La femme a longtemps été considérée comme la garante de la préservation des valeurs de la société, rôle qui est souvent jugé peu valorisant et qui, de ce fait, maintient la femme en situation d'infériorité.

24. La protection des droits des enfants et des handicapés est une autre priorité de la politique étrangère tchèque, comme en témoigne la part active que la délégation tchèque entend prendre aux discussions sur ce sujet. La délégation, encouragée par les progrès accomplis dans l'élaboration d'une nouvelle convention internationale garantissant aux handicapés la jouissance pleine et entière – et à égalité avec les personnes valides – de leurs droits fondamentaux, se félicite aussi de la soumission de la résolution relative aux droits de l'enfant fondée sur la Convention du même nom, même s'il sera difficile de faire respecter ces droits partout, notamment dans les régions en guerre.

25. Pour conclure, M. Svoboda se dit persuadé que la soixantième session de la Commission contribuera à faire avancer l'idée d'un monde basé sur la communication, un monde déterminé à adopter les valeurs universelles qui fondent la société humaine.

#### DÉCLARATION DE M. JACOB KELLENBERGER, PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

26. M. KELLENBERGER (CICR) dit que, pendant des siècles, le droit international ne s'est occupé que des relations entre États, à l'exclusion des individus. Certes, le droit international humanitaire, même s'il définit d'abord les devoirs des parties à un conflit armé, vise aussi à préserver les individus des ravages de la guerre. Mais ce sont les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui ont donné valeur de norme à l'idée que le traitement réservé par un État aux individus placés sous sa juridiction ne relevait pas seulement de ses affaires intérieures. En permettant à la communauté internationale d'examiner la manière dont un État traite les individus, les différents mécanismes de défense des droits de l'homme ont fait de ces derniers des sujets du droit international.

27. Le droit international humanitaire et les instruments relatifs aux droits de l'homme sont des ensembles de lois distincts mais complémentaires, ce dont témoigne, entre autres, leur objectif commun, qui consiste à protéger la vie, la santé et la dignité des personnes. Dans le premier cas, il s'agit de protéger les personnes touchées par des conflits armés, notamment celles qui se trouvent entre les mains de l'ennemi et, dans le second, de régir les relations entre les États et les individus. Mais dans les deux cas, le principe absolu est que les individus ont le droit, en tant qu'êtres humains, d'être protégés de l'arbitraire et des abus.

28. Cette communauté d'objectifs se retrouve dans le contenu, analogue bien que non identique, de beaucoup de leurs normes, comme les garanties judiciaires fondamentales, clef de voûte de la protection des personnes en temps de guerre comme en temps de paix. Mais il y a aussi des différences importantes dues à leur champ d'application distinct. Ainsi, les normes du droit humanitaire, parce qu'elles s'appliquent dans les circonstances exceptionnelles que constituent les conflits armés, ne peuvent tolérer aucune dérogation, et ce contrairement à certaines normes contenues dans les instruments relatifs aux droits de l'homme. Il importe aussi de relever que le droit international humanitaire est contraignant pour toutes les parties à un conflit armé, qui ont les mêmes droits et les mêmes obligations, qu'il s'agisse d'armées régulières ou de groupes armés ne dépendant pas de l'État.



29. Exprimant sa plus profonde sympathie au peuple espagnol à l'occasion des attaques terroristes dont Madrid a été la cible, le Président du CICR rappelle que ces actes témoignent du potentiel de destruction d'individus ou de groupes décidés à tuer de la manière la plus brutale et capables de le faire. Les circonstances actuelles obligent à réaffirmer et à faire respecter les règles juridiques interdisant en toutes circonstances les attaques délibérées contre des civils et leurs biens. Cette interdiction est fondée sur le droit humanitaire dans le cadre de conflits armés et sur le droit pénal national et international en temps de paix. Il prévient dans toute la mesure possible ce type d'actes ou les réprime lorsque la prévention échoue.

30. La communauté internationale possède les instruments nécessaires pour protéger les États et les individus contre ces menaces. Certes, la lutte contre le terrorisme oblige à un exercice difficile qui consiste à trouver un juste équilibre entre la sécurité de l'État et la liberté individuelle. Il est en effet impératif de combattre le terrorisme sans pour autant abaisser le niveau de protection internationale accordée aux droits et aux libertés individuels reconnu par le droit international humanitaire et les instruments relatifs aux droits de l'homme, ce qui serait contraire au but recherché.

31. Passant au problème des personnes disparues dans le cadre de conflits armés ou de conflits internes, et particulièrement au droit des familles de connaître le sort de leurs proches, M. Kellenberger rappelle que les milliers de familles qui sont dans ce cas ne peuvent faire le travail de deuil et sont souvent marginalisées, ce qui est lourd de conséquences pour la société et rend difficile les processus de paix et de réconciliation. Le CICR s'efforce de prévenir ces disparitions, de rétablir les liens familiaux et de connaître le sort des personnes dont les familles sont sans nouvelles.

32. Dans ce but, le CICR a lancé, il y a deux ans, des consultations qui ont abouti à une conférence internationale d'experts tenue en février 2003, et dont plusieurs recommandations ont été reprises dans le programme d'action humanitaire adopté à la vingt-huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge et de la Ligue du Croissant-Rouge en décembre 2003. Il est nécessaire de faire en sorte que des règles détaillées visant à prévenir les disparitions soient inscrites dans les législations nationales, appliquées et respectées lors des conflits. À cet égard, le CICR juge essentiels les travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé d'élaborer un instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions.

33. Prévenir les disparitions exige des mesures concrètes, telles que l'adoption de bonnes pratiques en matière d'échange de renseignements sur les familles, la fourniture, aux forces armées, aux forces de sécurité et aux groupes armés, de moyens d'identification et de gestion des informations sur les groupes vulnérables et le traitement correct des dépouilles humaines.

34. En cas d'échec de la prévention, les familles et les communautés touchées ont besoin d'un soutien: être informées des circonstances de la disparition de leurs proches et savoir que les responsables seront appelés à répondre de leurs actes. Elles ont aussi souvent des besoins matériels, financiers, psychologiques, juridiques et administratifs qui appellent d'autres mesures nécessitant l'intervention de mécanismes complémentaires.

35. Enfin, il ne faut pas oublier que, dans la plupart des cas, les personnes disparues sont des hommes, ce qui laisse les femmes porter seules le fardeau affectif et économique de leur

disparition. Le sort de ces femmes peut être compliqué encore par le fait qu'étant sans nouvelles de leur conjoint disparu, elles se trouvent parfois dans un vide juridique qui leur enlève le droit à une pension ou à d'autres prestations du même type.

36. Le CICR a déjà incorporé dans ses directives opérationnelles les recommandations et les bonnes pratiques adoptées lors des conférences susmentionnées et mettra tout en œuvre pour que toutes les parties prenantes les fassent leurs. Il s'efforcera également, dans la mesure du possible, de rationaliser ses activités traditionnelles et participera, dans les limites de son mandat, à tout mécanisme mis en place pour examiner efficacement ces questions.

#### DÉCLARATION DE M. GUSTAVO BELIZ, MINISTRE DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ ET DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

37. M. BELIZ (Argentine) dit que le Gouvernement argentin, sous la présidence de M. Kirchner, a placé la défense des droits de l'homme au cœur de son nouveau programme politique. Respecter l'être humain dans sa diversité, combattre l'impunité, passée ou présente, élargir le champ des droits de l'homme en incluant le droit au développement, constituent des principes fondamentaux du Gouvernement, compte tenu de ce qui s'est passé au cours des décennies passées et de la crise économique et sociale sans précédent, dont le pays commence à sortir.

38. Respecter la vie et l'intégrité de la personne est fondamental dans une démocratie pacifique. C'est la raison pour laquelle l'Argentine condamne résolument les actes terroristes, comme ceux qui viennent d'endeuiller la société espagnole, à laquelle le peuple et le Gouvernement argentin tiennent à exprimer une fois de plus toute leur solidarité. L'Argentine n'a pas été épargnée par le terrorisme puisque, le 17 mars 1992, un attentat a eu lieu contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires et, le 18 juillet 1994, la Asociación Mutual Israelita Argentina (AMIA) a elle aussi été victime d'un acte meurtrier. Le Ministère dont M. Beliz a la charge a créé une unité spéciale d'enquête sur ce dernier attentat, qui travaille de concert avec les institutions judiciaires. Déterminée à combattre cette barbarie qu'est le terrorisme, l'Argentine entend mener ce combat sans sacrifier les droits de l'homme et les libertés fondamentales et sans renoncer à l'État de droit et aux normes internationales en vigueur.

39. Deux mois après avoir pris ses fonctions, le Président Kirchner a signé le Décret 420/03 qui autorise l'extradition d'individus mis en examen par des tribunaux étrangers pour des crimes contre l'humanité commis durant les années de la dictature militaire. De même, le Congrès de la nation a abrogé les lois d'amnistie qui avaient pour effet d'assurer l'impunité aux auteurs de tels crimes. En vertu de ces décisions, le pouvoir judiciaire a rouvert des affaires graves, ordonné des mises en détention préventive et relancé les enquêtes sur des milliers de faits liés au terrorisme d'État pratiqué par la dictature militaire, en particulier sur des disparitions forcées, des actes de torture, des viols et des exécutions sommaires. Bon nombre de ces affaires avaient été classées en vertu de dispositions contraires à la Constitution. S'agissant des disparitions forcées, il convient de rappeler que, d'après les informations que l'on possède, 320 enfants ont subi ce sort. Les Grands-mères de la place de Mai ont déjà réussi à retrouver 77 d'entre eux. On pense néanmoins que le nombre des victimes de cette pratique particulièrement odieuse atteint le chiffre de 500 personnes. Dans le cadre d'une politique axée sur la réparation, le Gouvernement a décidé de reconduire pour un an le versement d'indemnités aux familles victimes de violations

graves des droits de la personne, comme les disparitions forcées, les exécutions sommaires et les détentions illégales ou arbitraires.

40. En décembre de l'année écoulée, le pouvoir exécutif a décidé de créer des «archives nationales de la mémoire» afin de recueillir des informations sur ces violations. Il est également envisagé de créer un musée national de la mémoire, dans ce qui fut le siège de l'École de mécanique de l'armée, à Buenos Aires, laquelle servit de centre de détention pour plus de 5 000 personnes, aujourd'hui dans leur immense majorité disparues.

41. Les initiatives prises par le Gouvernement ne concernent pas exclusivement les violations des droits de l'homme commises pendant la dernière dictature militaire. Un programme de lutte contre l'impunité a également été lancé afin de combattre les abus commis par la police et d'aider les victimes à recourir à la justice. De même, l'Argentine lutte résolument contre la corruption, comme en témoignent les programmes du Bureau en charge de cette question au Ministère dont M. Beliz a la charge.

42. Telles sont les multiples tâches que l'Argentine doit affronter après une crise politique, économique et sociale qui a plongé près de la moitié des habitants du pays dans la pauvreté. Une crise qui constitue, comme dans bon nombre de pays dits en développement, une sorte de «génocide social». En effet, la dette extérieure et les programmes d'ajustement structurel, qui entraînent dans leur sillage pauvreté et pauvreté extrême, représentent un défi immense pour la protection des droits de l'homme et le développement humain. Pour relever ces défis, le Président Kirchner a chargé le Secrétaire aux droits de l'homme, M. Eduardo Luis Duhalde, de suivre de près les conflits sociaux particulièrement aigus qui ont des implications du point de vue des droits individuels et collectifs et, le cas échéant, d'offrir sa médiation. Il s'agit là d'une «bonne pratique» qui commence à donner des résultats positifs.

43. Le secrétariat aux droits de l'homme a pris également d'autres initiatives telles que l'élaboration d'un Plan national de protection des droits de l'homme, d'un programme relatif aux droits de l'enfant et d'un programme national de lutte contre la discrimination. Il est également envisagé de créer un observatoire des droits de l'homme et d'encourager le volontariat dans ce domaine. Par ailleurs, la promotion et la défense des droits de la femme, des droits des peuples autochtones et des groupes en situation précaire, comme les travailleurs migrants, ainsi que des détenus, et la protection contre toutes les formes de discrimination, y compris celles liées à l'orientation sexuelle, sont au centre des préoccupations gouvernementales. Enfin, jamais l'État argentin n'a travaillé aussi étroitement avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent des droits de l'homme.

44. La promotion des droits de l'homme implique l'adhésion aux nouveaux instruments internationaux en la matière et leur incorporation dans le droit national. Dans ce contexte, il convient de signaler que l'Argentine a adopté une nouvelle loi sur l'immigration qui remplace la législation antérieure à caractère répressif et discriminatoire. Par ailleurs, dans le cadre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, l'Argentine s'efforce systématiquement de rechercher des règlements à l'amiable.

45. Après avoir rendu hommage à l'ancien Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Sergio Viera de Mello, citoyen du Brésil, pays frère de l'Argentine, ainsi qu'au Haut-Commissaire par intérim, M. Ramcharan, l'intervenant adresse ses meilleurs vœux à la

nouvelle Haut-Commissaire, M<sup>me</sup> Louise Arbour, avec laquelle l'Argentine espère poursuivre une fructueuse coopération. Cette coopération se manifeste déjà à travers l'invitation adressée en permanence aux mécanismes thématiques de la Commission des droits de l'homme. Plusieurs titulaires de mandats de la Commission se sont d'ailleurs déjà rendus en Argentine.

46. D'une manière générale, s'agissant des travaux de l'Organisation des Nations Unies, l'Argentine fait sienne la proposition du Secrétaire général, M. Kofi Annan, de créer un comité pour la prévention du génocide et celle du Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim de créer un poste de rapporteur spécial sur le trafic des femmes et des enfants. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'Argentine n'agit pas de manière isolée. À l'échelon sous-régional, son action s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Mercosur. Par ailleurs, au sein du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), l'Argentine continuera d'axer ses efforts sur la recherche de consensus en matière de droits de l'homme et sur le développement du droit international dans ce domaine. À ce titre, elle accorde une importance particulière à l'élaboration d'un instrument universel concernant les disparitions forcées de personnes et appuie les travaux que mène sur cette question le groupe à composition non limitée que préside l'Ambassadeur de France, M. Bernard Kessedjian.

#### DÉCLARATION DE M. BAMBA MAMADOU, MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CÔTE D'IVOIRE

47. M. MAMADOU (Côte d'Ivoire) rend hommage aux victimes innocentes de l'attentat perpétré le 11 mars 2004 à Madrid et adresse ses condoléances au Roi Juan Carlos, au Gouvernement et au peuple espagnol ami. Il salue également avec respect la mémoire de Sergio Vieira de Mello.

48. M. Mamadou rappelle que la Côte d'Ivoire a pris l'initiative de demander aux Nations Unies, en novembre 2002, l'envoi d'une commission internationale d'enquête sur toute l'étendue du territoire. En agissant ainsi, son pays a voulu montrer sa ferme volonté de permettre toutes visites ou enquêtes à même de mesurer les violations des droits de l'homme consécutives à la crise militaro-politique et surtout de lutter contre l'impunité. La Côte d'Ivoire a saisi la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans le même but. La Commission a d'ailleurs envoyé une première mission de haut niveau pour évaluer la situation des droits de l'homme dans le pays.

49. En janvier et février 2004, la Côte d'Ivoire a reçu la visite des rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression et sur l'élimination de la discrimination raciale, dont les rapports préliminaires seront soumis à la présente session. Ces rapporteurs ont bénéficié, pendant leur mission dans le pays, de la coopération pleine et entière des autorités ivoiriennes. Enfin, si la visite du Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires et extrajudiciaires n'a pu avoir lieu encore, c'est uniquement pour des raisons de dates. De même, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants et le Rapporteur spécial sur les mercenaires sont attendus en Côte d'Ivoire dans un proche avenir.

50. Il ressort des rapports préliminaires que la Côte d'Ivoire est à la recherche d'un certain équilibre. S'agissant de la liberté de la presse, celle-ci est une réalité en Côte d'Ivoire.

Le Gouvernement ivoirien s'est engagé à réglementer la presse en profondeur et un projet de révision de la loi sur l'audiovisuel est actuellement en cours d'élaboration.

51. La Côte d'Ivoire est fermement attachée au respect des droits de l'homme, comme en témoignent, notamment, la ratification de la quasi-totalité des instruments internationaux pertinents, le fait que la Constitution ivoirienne du 1<sup>er</sup> août 2000 consacre 22 articles à la promotion des droits de l'homme et des libertés publiques et la création d'un ministère exclusivement chargé des droits de l'homme. Par ailleurs, conformément aux Accords de Marcoussis, un projet de loi portant création d'une commission nationale des droits de l'homme a déjà été adopté par le Gouvernement et sera examiné au Parlement. Enfin, la Côte d'Ivoire approuve la création d'une Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme prévue par ces mêmes accords.

52. Le Ministère des droits de l'homme a pris un certain nombre de mesures telles que l'ouverture d'un numéro vert qui enregistre les appels, et il condamne sans réserve les violations des droits de l'homme commises aussi bien par les forces républicaines que par les combattants des forces nouvelles. Par ailleurs, le Gouvernement a créé, au Ministère d'État chargé de l'intégration africaine, un comité d'écoute chargé de recevoir les plaintes de ressortissants étrangers victimes d'exactions. Ce faisant, la Côte d'Ivoire réaffirme son engagement de demeurer une terre d'accueil et d'hospitalité aussi bien pour les ressortissants de la sous-région que pour les réfugiés. S'agissant de ces derniers, la Côte d'Ivoire n'entend pas se dérober à ses responsabilités, malgré ses difficultés financières, et elle a adopté une loi devant permettre aux réfugiés de disposer d'un titre de séjour. D'autre part, une loi sur l'asile sera adoptée prochainement et il sera procédé à la création d'un office national pour les réfugiés. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire saisit l'occasion qui lui est offerte de réitérer son appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue au partage du fardeau que représente l'accueil des réfugiés. Environ 1 million de personnes, fuyant la ligne de front, se sont retranchées depuis plusieurs mois dans la zone sous contrôle des forces gouvernementales et vivent désormais dans des conditions de précarité absolue.

53. Malgré les obstacles qu'il reste à aplanir sur le chemin de la paix, des progrès ont déjà été réalisés depuis l'accord de cessez-le-feu intégral, signé le 3 mai 2003 à Marcoussis. Une loi d'amnistie a été votée laquelle n'absout pas, toutefois, les crimes et délits de droit commun, en particulier les violations des droits de l'homme. Conformément aux recommandations formulées dans l'Accord de Marcoussis, 15 projets de loi sont actuellement en cours d'examen au Parlement, qui portent entre autres sur le Code de la nationalité, l'identification des personnes et le séjour des étrangers en Côte d'Ivoire, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Commission électorale indépendante ainsi que les conditions d'éligibilité à la présidence de la République. À cela il faut ajouter le réaménagement de 17 sites pour le cantonnement des soldats, la suppression des barrages spontanés, l'ouverture progressive des écoles dans les zones sous contrôle des forces nouvelles (ex-rebelles) et la réouverture des voies terrestres et ferroviaires entre la Côte d'Ivoire et les États voisins, notamment le Mali et le Burkina Faso, avec lesquels la Côte d'Ivoire s'efforce de normaliser ses relations. Des commissions mixtes de coopération avec le Ghana et le Burkina Faso se tiendront prochainement et il est prévu que les questions relatives aux droits de l'homme figureront à l'ordre du jour de ces commissions. Par ailleurs, à l'intérieur même de la Côte d'Ivoire, le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) se poursuit.

54. Dans ce contexte, la délégation ivoirienne salue l'adoption à l'unanimité, par le Conseil de sécurité, le 27 février 2004, de la résolution 1528 autorisant l'envoi de Casques bleus en Côte d'Ivoire. Cette résolution invite à l'optimisme dans la mesure où elle facilitera la mise en œuvre des Accords de Marcoussis et permettra, en particulier, l'accélération du dialogue entre le Gouvernement et toutes les forces politiques impliquées, dans la perspective d'élections justes, ouvertes, transparentes et sécurisées en 2005. Cette opération de maintien de la paix contribuera à la sécurisation des frontières, à la lutte contre la prolifération et le trafic des armes, le mercenariat et le terrorisme, tous facteurs qui contribuent à déstabiliser la sous-région. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire présentera sous peu un projet de plan de stabilisation de l'Afrique de l'Ouest à la prochaine réunion du Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO. Enfin, la délégation ivoirienne réitère ses remerciements à la communauté internationale, aux ONG et aux différents acteurs qui contribuent activement au retour définitif de la paix en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

DÉCLARATION DE M. DAO VIET TRUNG, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU VIET NAM

55. M. DAO VIET TRUNG (Viet Nam) exprime, au nom du Gouvernement et du peuple vietnamiens, ses profondes condoléances aux familles des victimes des attaques terroristes commises la semaine passée en Espagne.

56. Au Viet Nam, grâce à un développement économique remarquable – le taux de croissance annuel dépasse 7 % – le Gouvernement a poursuivi ses efforts dans le domaine social, donnant la priorité à la réduction de la pauvreté, à l'emploi, à l'éducation et à la santé, en particulier dans les zones rurales et dans les régions habitées par des minorités. L'amélioration des conditions matérielles de la population a favorisé l'exercice de ses droits et de ses libertés fondamentales. Le Viet Nam a pu ainsi être cité en exemple par la communauté internationale pour les résultats qu'il a obtenus en matière de réduction de la pauvreté, de stabilité politique et sociale et de respect des droits de l'homme. Parallèlement, le Viet Nam s'efforce d'améliorer le cadre juridique relatif aux droits de l'homme, en particulier en modifiant les lois existantes sur la base des conventions internationales auxquelles le pays a adhéré.

57. Le Viet Nam est pleinement acquis à la notion d'universalité des droits de l'homme et à l'idée que les droits civils et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux et culturels. Cette notion d'universalité doit cependant tenir compte des conditions spécifiques et historiques de chaque nation et, en particulier, de son droit de choisir le mode de développement qui lui convient, sans ingérence étrangère. Le peuple vietnamien a trop souffert pour ignorer que, pour garantir la pleine jouissance de ses droits à chaque citoyen, une nation doit avant tout pouvoir vivre dans la paix, l'indépendance et la liberté et assurer son développement.

58. Dans un environnement où la majorité des pays en développement sont pauvres et où les avantages de la globalisation sont inégalement répartis, le droit au développement et le droit de sortir de la pauvreté sont des droits vitaux pour ces pays. Malheureusement, imprégnée d'une mentalité héritée de la guerre froide et politisée, la Commission des droits de l'homme n'a pas accordé l'attention voulue à la promotion du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels. Il est temps que la Commission adopte une approche intégrale et complète de l'ensemble des droits de l'homme, si elle veut retrouver sa crédibilité au sein de la communauté mondiale et plus particulièrement auprès des pays en développement. La délégation

vietnamienne est disposée à œuvrer dans ce sens avec d'autres délégations à la présente session. D'autre part, afin de contribuer davantage aux travaux de la Commission, le Viet Nam a décidé de présenter sa candidature à la Commission lors des élections qui auront lieu à la reprise de la session d'organisation du Conseil économique et social, en mai 2004 à New York.

Le Gouvernement vietnamien compte sur l'appui de tous les membres du Conseil.

59. Il est inévitable que les pays aient des conceptions différentes des questions relatives aux droits de l'homme mais cela ne doit pas empêcher la coopération ni le dialogue. À cet égard, le Viet Nam considère qu'aucun pays n'a le droit d'utiliser la cause des droits de l'homme pour exercer des pressions politiques ou imposer des conditions à d'autres pays dans les relations économiques et commerciales. C'est dans cet esprit que le Viet Nam a engagé un dialogue sur les questions des droits de l'homme avec les États-Unis, l'Union européenne, la Norvège et l'Australie. Ce dialogue, qui a été l'occasion de mettre en commun les expériences de chacun, le Viet Nam a l'intention de le poursuivre.

#### DÉCLARATION DE M. ERKKI TUOMIOJA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA FINLANDE

60. M. TUOMIOJA (Finlande), après avoir présenté ses condoléances au peuple et au Gouvernement espagnols, déplore que les controverses aient souvent empêché la Commission de se concentrer exclusivement sur ce qui est sa mission essentielle. Ces dissensions doivent absolument être surmontées pour que la Commission puisse jouer pleinement son rôle, qui est si important pour les peuples du monde.

61. M. Tuomioja se propose d'analyser l'état actuel des droits de l'homme dans deux perspectives: la mondialisation et la sécurité humaine, en insistant, dans ce contexte, sur la problématique hommes/femmes. Les avantages de la mondialisation sont évidents: grâce à la prospérité qu'elle apporte, beaucoup pourront s'arracher à la misère et voir leurs droits mieux respectés. Les militants des droits de l'homme n'ont d'ailleurs pas manqué de tirer parti de la multiplication des flux d'information et de la transparence accrue qui en découle. Mais son principal désavantage est tout aussi irréfutable: elle n'assure pas à tout le monde la possibilité de bénéficier de ses bienfaits. Selon la Commission mondiale de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation, coprésidée par les Présidents de la Finlande et de la Tanzanie, la gestion de la mondialisation doit se fonder sur des valeurs universellement partagées et sur le respect des droits de l'homme. Les efforts visant à rendre la mondialisation plus équitable doivent commencer au niveau national, dans tous les secteurs de la société. Transparence et responsabilité sont les principaux attributs de la bonne gouvernance, qui doivent aller de pair avec un système judiciaire performant et impartial.

62. La bonne gouvernance a sans aucun doute une incidence sur les droits de l'homme, car on voit mal comment ces droits pourraient se réaliser là où la corruption est généralisée et où les citoyens n'ont pas accès à la justice. Ce sont d'ailleurs les segments les plus vulnérables de la population qui souffrent le plus de la corruption qui, conjuguée à des pratiques discriminatoires, empêche les filles et les femmes d'avoir pleinement accès à l'éducation et aux services santé. Cela n'a d'ailleurs pas échappé à la Commission mondiale de l'OIT, qui a relevé que le coût social de la mondialisation est beaucoup plus élevé pour les femmes.

63. La Finlande est activement engagée dans la recherche de nouvelles solutions aux problèmes de gouvernance mondiale dans le cadre du processus d'Helsinki. Celui-ci a été lancé à l'occasion de la Conférence d'Helsinki qui s'est tenue en décembre 2002. Il se veut le cadre d'un dialogue ouvert à tous, visant à promouvoir la démocratie et l'égalité sur le plan international. Il associe toutes les parties prenantes, à savoir des représentants de la société civile, des organisations internationales et du secteur privé. En effet, si les gouvernements sont responsables au premier chef d'assurer le respect des droits de l'homme, le rôle joué à cet égard par les sociétés transnationales devient de plus en plus important.

64. Le débat sur la responsabilité sociale des entreprises a progressé sur plusieurs fronts, et notamment dans le cadre du Pacte mondial, dont le Secrétaire général de l'ONU a pris l'initiative. La Sous-Commission des droits de l'homme a pour sa part élaboré un projet de normes relatives à la responsabilité des sociétés transnationales. La Finlande se félicite de ces travaux et estime qu'il faudrait trouver des moyens pratiques d'examiner tous les aspects de la question, à la faveur d'un dialogue constructif avec des représentants du monde des affaires sur les moyens d'améliorer l'exercice des droits de l'homme au niveau individuel.

65. La sécurité est une autre question importante qui est examinée dans le cadre du processus d'Helsinki. Dans les situations de conflit, les populations civiles, et en particulier les femmes et les enfants, sont de plus en plus prises pour cibles. La facilité avec laquelle on peut se procurer des armes légères aggrave encore ce problème. Il faudrait donc s'entendre sur des principes régissant le commerce des armes, pour que les droits de l'homme et les considérations humanitaires soient systématiquement prises en compte dans les transactions portant sur les armes.

66. Il reste que l'insécurité ne concerne pas seulement les sociétés aux prises avec un conflit armé. Les États en décomposition, incapables ou peu soucieux de protéger les droits de leurs citoyens, peuvent constituer une menace pour la sécurité de leur région. La marginalisation de minorités et de populations autochtones est aussi un facteur d'instabilité, de même que le manque d'accès à la justice et l'impossibilité de participer à la vie de la cité, qui font le lit de l'extrémisme. Les atteintes aux droits de l'enfant, et notamment le recrutement d'enfants soldats, sont de nature à bloquer toute perspective de développement stable pendant longtemps. Souvent, ce sont les atteintes aux droits de l'homme qui jettent les gens sur les routes et en font des déplacés ou des réfugiés encore plus exposés aux violations.

67. Il est particulièrement important de traduire en justice les auteurs de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, car l'impunité perpétue les violations des droits de l'homme. Si la responsabilité première en matière d'enquêtes et de poursuites pour des crimes internationaux incombe aux États, le représentant de la Finlande rappelle que la Cour pénale internationale est désormais opérationnelle et qu'elle peut venir en aide aux États dont les systèmes judiciaires sont confrontés à d'énormes problèmes. Comme la Cour pénale internationale est compétente à la fois pour les conflits internationaux et pour les conflits internes, elle est particulièrement bien placée pour traiter des abus et des violations graves qui caractérisent trop souvent les conflits contemporains.

68. S'agissant de la sécurité, il faut concentrer les efforts sur les plus faibles, en particulier les femmes. La violence contre les femmes est la violation des droits humains la plus répandue mais aussi celle qui a retenu le moins l'attention. Or, elle ne saurait être tolérée et tous les pays



devraient se doter d'une législation condamnant fermement les crimes d'honneur, la violence dans la famille et toutes les autres formes de violence contre les femmes, dont les mutilations génitales. De son côté, la Commission se doit d'analyser de manière approfondie la violence contre les femmes, sous toutes ses formes. Il y va de sa crédibilité. Les engagements pris lors de la quatrième Conférence sur les femmes à Beijing sont un bon point de départ pour une telle analyse.

69. La traite des femmes et des enfants est un problème majeur dans bien des parties du monde, notamment l'Europe. Chaque année, des millions d'êtres humains, pour la plupart des femmes et des enfants, sont victimes de diverses formes d'exploitation. Il est essentiel de les protéger, de défendre leurs droits et de les aider à se réadapter. La traite d'êtres humains continuant à prendre de l'ampleur, la Finlande exhorte tous les pays à respecter les instruments internationaux en la matière et à adopter sans retard des mesures énergiques pour la combattre au niveau national.

70. Avec la mondialisation, l'importance des droits économiques, sociaux et culturels s'est accrue et l'idée selon laquelle les droits de l'homme sont indivisibles a gagné du terrain. Le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un protocole facultatif au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a tenu sa première session il y a quelques semaines. La Finlande espère que la présente session de la Commission des droits de l'homme contribuera à clarifier le contenu et le statut juridique de ces droits si importants.

71. Les problèmes mondiaux exigent des efforts concertés de toute la communauté internationale, et ne peuvent être surmontés que par la coopération multilatérale. C'est de là que la Commission des droits de l'homme tire sa raison d'être et son importance.

#### DECLARATION DE M. JOSÉ RAMOS-HORTA, MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DU TIMOR-LESTE

72. M. RAMOS-HORTA (Timor-Leste) rend un vibrant hommage à M. Sergio Vieira de Mello, qu'il a bien connu et dont le nom restera à jamais gravé dans l'histoire de son pays. Il salue aussi la mémoire de tous ceux qui ont trouvé la mort lors de cet attentat. Il présente également ses sincères condoléances au peuple et au Gouvernement espagnols, eux aussi victimes de la barbarie d'extrémistes qui cherchent à mettre à bas la démocratie, tant en Occident que dans le monde arabe et musulman. Ces forces sont les mêmes que celles qui ont imposé leur joug brutal au peuple afghan et s'emploient à contrer l'évolution démocratique en cours en Afghanistan et en Iraq.

73. Le choix nous appartient: nous pouvons soit nous montrer faibles et nous retirer d'Afghanistan et d'Iraq, livrant ainsi les populations sans défense à des fanatiques, soit soutenir ceux qui aspirent à un système de gouvernement libre et démocratique. Comme elle l'a fait à Timor-Leste, au Kosovo et en Afghanistan, l'ONU doit prendre la direction de la transition politique en Iraq, et la Banque mondiale se charger de la reconstruction du pays sur le plan économique.

74. Le Timor-Leste se félicite de l'énergie et des ressources qui sont consacrées à la lutte contre le terrorisme, mais il espère que ce combat ne se fera pas au détriment des droits de

l'homme et n'occultera pas les autres batailles qui doivent être livrées contre la pauvreté, l'analphabétisme et l'exclusion. Il est regrettable à cet égard que seule une poignée de pays riches aient suffisamment de compassion et de clairvoyance pour consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement, dont le volume global n'a cessé de diminuer au fil des ans. Qui plus est, les négociations commerciales de Cancún, qui auraient dû permettre de corriger certains déséquilibres du système international, ont échoué. Or, l'accès aux marchés, l'allègement de la dette, la création de capacités et les transferts de connaissance feraient beaucoup pour remédier aux injustices les plus criantes qui séparent le Nord et le Sud.

75. L'indice du développement humain du PNUD classe le Timor-Leste parmi les pays les plus pauvres d'Asie. Le pays continue à connaître des difficultés importantes en matière de santé, d'éducation et d'infrastructure, qui se traduisent par des taux élevés de pauvreté, de mortalité, de malnutrition infantile et d'illettrisme. Dans ce contexte, M. Ramos-Horta tient à remercier une fois de plus les États membres du soutien précieux qu'ils ont accordé à son pays, ainsi que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'assistance technique qu'il continue à lui prêter.

76. Pendant le long combat du peuple timorais, les ONG ont été à ses côtés, pour défendre avec dévouement et intégrité la cause des droits de l'homme. Elles ont donné une voix à la population du Timor-Leste et ont été une source constante d'encouragement et d'espoir. C'est pourquoi il importe que les ONG continuent d'apporter leur propre perspective au débat sur la situation des droits de l'homme dans le monde. Elles n'ont pas toujours raison, mais les gouvernements non plus, et il est sain que ceux-ci acceptent de temps à autre d'écouter ceux qui, par la nature même de leur travail, sont plus proches de la population.

77. Timor-Leste s'est engagé à faire des droits de l'homme le fondement de la société. M. Ramos-Horta est donc fier de pouvoir rapporter les progrès accomplis en la matière depuis son intervention devant la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session. En 2003, le pays s'est employé à intégrer dans le droit et les politiques internes les normes internationales relatives aux droits de l'homme, à mettre en place des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et de l'état de droit ou à renforcer les institutions existantes, à élaborer un plan d'action national en la matière et à promouvoir une culture des droits de l'homme. Un projet de loi portant création du Bureau du Médiateur a été soumis au Parlement et des progrès importants ont été accomplis par la Commission Accueil, vérité et réconciliation (CAVR) ainsi que par le Groupe des crimes graves. Ces deux organes font beaucoup pour que les auteurs des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire qui ont été commises à Timor-Leste en 1999 soient traduits en justice. Malgré les obstacles, le Groupe des crimes graves a déjà mis en accusation plusieurs centaines de personnes soupçonnées de tels crimes.

78. Combattre la violence contre les femmes et la discrimination à leur égard, notamment en ce qui concerne l'accès aux services, demeure une priorité du Gouvernement timorais. Celui-ci s'emploie à combattre la traite à des fins d'exploitation sexuelle, mais aussi le trafic et l'exploitation de travailleurs migrants. Sa situation géographique, l'absence de contrôles migratoires et la présence sur son territoire d'un grand nombre de soldats de la paix et d'expatriés se conjuguent pour faire du Timor-Leste un lieu propice au trafic d'être humains.

79. Le Gouvernement timorais collabore étroitement avec la MANUTO pour mettre en place un service de police impartial et crédible ainsi qu'un système judiciaire compétent et indépendant. Il reste que la Police nationale de Timor-Leste manque encore d'équipement et n'a pas reçu la formation dont elle a besoin pour pouvoir s'acquitter convenablement de ses fonctions. En ce qui concerne l'appareil judiciaire, les difficultés rencontrées dans le recrutement et la formation de juristes dûment qualifiés expliquent la lenteur des progrès accomplis.

80. Sur le plan économique, le Gouvernement de Timor-Leste est dépassé par l'ampleur des besoins. Or, lutter contre la pauvreté, soutenir le développement social et renforcer l'état de droit et la démocratie sont les fondements du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine. Dans ce contexte, M. Ramos-Horta souhaite interpeller la Commission des droits de l'homme: est-il réaliste d'attendre de pays aux ressources limitées, qui sont aux prises avec d'innombrables problèmes en matière de droits de l'homme, qu'ils consacrent leur énergie à produire des rapports volumineux et détaillés à l'intention d'organes internationaux. Dans le cadre de l'élaboration de son plan d'action national pour les droits de l'homme, Timor-Leste compte entreprendre une enquête sur les stratégies à mettre en œuvre pour combler l'écart entre les normes internationales en matière de droits de l'homme et la réalité sur le terrain. La fragmentation, les doubles emplois et le manque de cohérence risquent d'ôter toute efficacité au système d'établissement de rapports, dont chacun reconnaît qu'il doit être réformé en profondeur. Les réformes envisagées devraient tenir compte de la capacité des États parties à s'acquitter de leurs obligations et prévoir une aide pour les pays qui n'ont pas les ressources financières et humaines nécessaires. Timor-Leste collaborera étroitement avec le Haut-Commissariat en vue de simplifier le système d'établissement de rapports et le rendre plus cohérent.

81. Pour conclure, le représentant de Timor-Leste souhaite aborder deux situations internationales que son pays juge préoccupantes. Le Gouvernement timorais a établi des relations diplomatiques avec la Palestine et accorde au représentant palestinien tous les privilèges et immunités prévus dans la Convention de Vienne. Il y a près de deux ans, il a établi des relations diplomatiques avec l'État d'Israël. Il déplore les pertes de vies humaines et condamne les tueries, qu'elles soient le fait d'extrémistes palestiniens ou des forces de sécurité israéliennes. Dans les deux camps, beaucoup de gens aspirent à la paix, au respect mutuel et à la coexistence pacifique des deux États. Ils méritent notre admiration et notre appui, car ils sont l'unique espoir d'une paix durable.

82. La situation des droits de l'homme au Myanmar demeure des plus préoccupantes. Timor-Leste ne veut en aucun cas se poser en donneur de leçons, mais son représentant tient à faire savoir qu'il regrette profondément le coup d'arrêt porté au processus de dialogue et de réconciliation nationale avec l'arrestation, en mai 2003, de Daw Aung San Sun Kyi et de plusieurs de ses camarades de parti.

83. Les sanctions internationales ne produisent pas toujours les résultats escomptés. La seule certitude, c'est qu'elles nuisent principalement aux plus démunis et qu'elles sont plus souvent décrétées contre des pays pauvres et faibles que contre des pays puissants. Timor-Leste est convaincu que, dans certaines circonstances, la communauté internationale peut obtenir davantage grâce à l'investissement étranger, au tourisme et à des initiatives culturelles et éducatives qu'en imposant des sanctions.

84. M. Ramos-Horta exhorte les autorités du Myanmar à faire davantage pour mériter la confiance de la communauté internationale, qui doit être prête, pour sa part, à répondre à toute initiative prise dans ce sens par le Gouvernement du Myanmar.

DÉCLARATION DE M. JAKUB WOLSKI, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

85. M. WOLSKI (Pologne) adresse, au nom de son gouvernement et de son peuple, ses sincères condoléances au peuple espagnol à l'occasion des tragiques événements qui ont eu lieu à Madrid la semaine passée.

86. La Pologne, qui sera bientôt membre à part entière de l'Union européenne, fait siennes les priorités de l'Union telles qu'elles ont été exposées à la Commission par la présidence en exercice de l'Union européenne. Il s'agit notamment de l'abolition de la peine de mort, de la protection des droits de l'enfant, de la lutte contre la torture, du rôle des militants des droits de l'homme et d'un certain nombre de situations des droits de l'homme dans différentes parties du monde.

87. Ces dernières années, l'ONU et les organisations régionales ont adopté un nombre impressionnant d'instruments dans le domaine des droits de l'homme. Pourtant, ce système n'est pas encore complet. Des violations flagrantes et parfois massives continuent d'être commises un peu partout dans le monde. La communauté internationale doit faire davantage en matière de prévention, s'agissant en particulier des génocides. Empêcher les génocides est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'ONU et plus encore la Commission des droits de l'homme ont été créées. C'est pourquoi les membres de la Commission doivent s'attacher à renforcer la crédibilité de la Commission en promouvant le dialogue, la coopération et l'assistance technique.

88. La Pologne espère que l'esprit constructif qui a caractérisé la dernière session du Groupe de travail intergouvernemental sur le droit au développement présidera également aux négociations sur le projet de résolution consacré à cette question, qui est l'une des plus importantes dont la Commission soit saisie.

89. En ce qui concerne la lutte contre le racisme, la Pologne s'emploie à donner effet au Plan d'action de Durban et est sur le point d'adopter un plan quinquennal (2004-2009) de lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À ce propos, le représentant de la Pologne tient à rappeler que son pays condamne l'antisémitisme et l'islamophobie dans toutes leurs manifestations et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour les éliminer.

90. Au cours de la présente session, la Pologne compte promouvoir activement le principe de bonne gouvernance, tant dans les relations internationales que dans les politiques internes. Elle y voit un moyen de renforcer l'État de droit, le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui seuls pourront conduire à un monde plus pacifique et assurer le bien-être des populations.

91. La bonne gouvernance est un indicateur objectif de l'engagement des gouvernements à œuvrer au progrès politique, social et économique. Elle est à la fois une méthode et un outil permettant d'appliquer des politiques transparentes et efficaces. Elle est un contrepoids à

des maux aussi divers que les atteintes aux droits de l'homme, la corruption, le gaspillage de deniers publics, la criminalité organisée, la pauvreté et les épidémies. Son principe gagne d'ailleurs du terrain et est énoncé expressément dans la Déclaration du Millénaire.

92. Lors de la session en cours, la Pologne présentera, au nom de ses quatre partenaires – Australie, République de Corée, Afrique du Sud et Chili – un projet de résolution sur la bonne gouvernance. Elle compte en promouvoir le principe à la tribune de l'ONU comme dans d'autres instances, et participera activement au séminaire sur les pratiques de bonne gouvernance qui se tiendra en juin à Séoul.

93. Pour ce qui est de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les pays démocratiques devraient intensifier leurs consultations sur les questions qui concernent l'ensemble de la communauté internationale. Le cadre de telles consultations pourrait être le Forum de la démocratie, qui a vu le jour lors de l'Assemblée du Millénaire et dans le sillage de la Conférence de la Communauté de démocraties qui s'est tenue à Varsovie.

94. La Pologne est convaincue que les pays démocratiques devraient promouvoir plus énergiquement les valeurs démocratiques dans le cadre des relations internationales. Elle appelle tous les États intéressés à se joindre au Forum de la démocratie dont les membres ont participé activement à la Réunion du Groupe d'organisation de la Communauté de démocraties qui s'est tenue récemment à Genève.

95. La voie vers un monde plus juste et plus sûr passe nécessairement par le multilatéralisme et le soutien aux organisations internationales. Dans ce contexte, la Pologne a proposé, en 2002, la rédaction d'un «Nouvel Acte des Nations Unies», véritable plan de réforme visant à renforcer l'ONU, à simplifier ses programmes et à rendre ses activités plus efficaces, et elle se félicite de la décision du Secrétaire général de créer un groupe de haut niveau afin d'examiner les défis, les menaces et les changements auxquels l'ONU doit faire face. Il faut espérer que ce groupe réfléchira également au rôle de la bonne gouvernance et de la démocratie dans les relations internationales, en accordant leur juste place aux droits de l'homme. Pour sa part, la Pologne est prête à apporter sa contribution aux travaux de ce groupe.

#### Déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse

96. M. GONZALEA-SANZ (Costa Rica) dit exercer son droit de réponse avec calme et détermination face aux accusations gratuites formulées par le Ministre des affaires étrangères de Cuba à la séance du matin. Le Costa Rica n'a pas à défendre son bilan en matière de droits de l'homme, car les faits parlent d'eux-mêmes et sont connus de tous, compte tenu de l'esprit d'ouverture et de transparence qui caractérise le pays. Son histoire lui donne raison. En effet, le Costa Rica a non seulement été le premier pays à supprimer l'armée en 1949, mais il avait également été auparavant l'un des premiers pays au monde à abolir définitivement la peine de mort en 1887, dont il n'a jamais cessé de dénoncer l'application.

97. Le peuple et le Gouvernement du Costa Rica renouvellent leur solidarité et leur amitié à l'égard du peuple cubain qui a le droit de vivre en toute liberté et à exercer l'ensemble de ses droits. C'est un peuple courageux, noble, digne et combatif qui est uni au peuple du Costa Rica par ses traditions, sa culture et son histoire. Le Costa Rica se réjouit d'avoir en commun avec lui non seulement la langue espagnole, mais aussi le langage de la paix, de

la liberté, du respect de l'autre, pour ne mentionner que certaines de ces valeurs communes. Il luttera inlassablement pour la dignité de ce peuple et pour son droit inaliénable à vivre libre.

98. En tant que pays fier de la paix et de la liberté dont il jouit, le Costa Rica ne renoncera jamais à dénoncer les violations des droits de l'homme, où qu'elles aient lieu dans le monde, sans céder aux intimidations d'aucune sorte, avec force et dans un esprit de transparence.

99. M. KARKLINS (Lettonie) dit avoir relevé plusieurs inexactitudes concernant son pays dans la déclaration prononcée par le distingué représentant de la Fédération de Russie lors de la séance du matin. Ainsi, celui-ci a affirmé que «la réforme entreprise par les autorités lettones prévoit l'élimination de la langue russe dans l'enseignement secondaire...». Cette affirmation n'est pas exacte; en réalité, la réforme prévoit que 60 % des matières enseignées en troisième année du cycle secondaire dans les écoles fréquentées par des minorités seront enseignées en letton, les 40 % restants l'étant dans une des huit langues minoritaires, dont le russe fait partie. En termes pratiques, cela signifie que le nombre de matières enseignées en letton en troisième année passera de trois à cinq à compter de septembre 2004.

100. En ce qui concerne les accusations relatives à de prétendues atteintes aux droits de l'homme et à un déficit démocratique en Lettonie, elles sont non seulement fausses mais profondément injustes. Si la Lettonie a souffert d'un grave déficit démocratique, c'est pendant les 50 années qu'a duré l'occupation illégale soviétique, héritage avec lequel le Gouvernement letton est encore aux prises. Dans la Lettonie d'aujourd'hui, les non-citoyens sont munis de documents d'identité lettons, jouissent de la pleine protection de l'État lorsqu'ils sont à l'étranger et peuvent exercer tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans les instruments internationaux. Les seules exceptions concernent certains droits politiques, par exemple le droit de voter et d'être élu, sauf en cas de naturalisation. La procédure mise en place à cet effet a été déclarée, par les experts de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, pleinement conforme aux normes applicables en la matière.

101. M. REYES RODRIGUEZ (Cuba), fait observer que le représentant du Costa Rica n'a pas répondu à la question posée par la délégation cubaine. Le Costa Rica n'est-il pas devenu la marionnette des États-Unis? Le Costa Rica a déjà soumis à la soixantième session de la Commission le texte du projet de résolution, écrit à Washington, qui condamne Cuba pour justifier l'embargo génocidaire ainsi qu'une éventuelle agression militaire contre ce pays. Mais si la délégation costa-ricienne n'a pas répondu à la question posée, c'est peut-être parce qu'elle n'a pas été autorisée à le faire. Le représentant de Cuba tient à rappeler le triste rôle assumé par le Costa Rica à la dernière session de la Commission, lors du vote sur un projet de résolution auquel s'était rallié l'ensemble de la communauté internationale. Seul de tous les pays d'Amérique latine, le Costa Rica avait refusé d'appuyer ce texte pour plaire aux États-Unis.

102. M. GONZALEA-SANZ (Costa Rica) fait observer que des interventions comme celle qui vient d'être faite expliquent en partie le discrédit dans lequel est tombée la Commission des droits de l'homme. Cette tentative arrogante et infructueuse pour susciter l'hostilité des pays arabes à l'égard du Costa Rica est inacceptable et indigne de la Commission, surtout quand on considère la gravité du conflit au Moyen-Orient et les excellentes relations d'amitié qui unissent le Costa Rica aux pays arabes. Le Costa Rica ne se laissera jamais intimider par de tels agissements. Le représentant du Costa Rica fait observer, par ailleurs, que c'est dans

une transparence absolue que sa délégation a présenté l'année passée le projet de résolution relatif à Cuba.

103. M. REYES RODRIGUEZ (Cuba) fait observer qu'il s'est référé, dans son intervention, à des faits incontestables. Le Costa Rica s'est abstenu de condamner les violations commises par Israël à l'encontre des Palestiniens, en particulier les colonies de peuplement israéliennes. Les faits parlent d'eux-mêmes.

*La séance est levée à 17 h 50.*

-----